

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 22 December 1910 No. 25,
bepalende de bekendmaking in het Gouvernementsblad van het op 6 Juli 1906 te Genève gesloten tractaat voor de verbetering van het lot der gewonden en zieken, zich bevindende bij de legers te velde.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME.

Nader voorgenomen de ministerieele missive van den 8n November 1910 Afdeeling Al. No. 3/561 ;

Gezien het op 6 Juli 1906 te *Genève* gesloten verdrag voor de verbetering van het lot der gewonden en zieken bij de legers te velde ;

Overwegende dat blijkens Koninklijk besluit van den 19n Januari 1909 (Staatsblad No. 14) dit verdrag door de Koningin is bekrachtigd en dat akte van Hoogst Dezelfver bekrachtiging op 31 Juli 1908 in de archieven van den Zwitserschen Bond te *Bern* is nedergelegd ;

dat aldaar eveneens zijn nederrgelegd de akten van bekrachtiging van: *Amerika*, (Vereenigde Staten van), *België*, *Brazilie*, *Congo*, *Denemarken*, *Duitschland*, *Groot-Brittannie*, *Italie*, *Japan*, *Luxemburg*, *Mexico*, *Oostenrijk-Hongarije*, *Rusland*, *Siam*, *Spanje*, *Zwitserland* ;

dat tot het verdrag zijn toegetreden: *Columbia*, *Nicaragua*, *Venezuela* en *Turkije* laatstgenoemde Staat onder voorbehoud van het gebruik, als onderscheidings-teeken, van de Roode Halve Maan in plaats van het Roode Kruis;

Overwegende voorts dat in de aangehaalde ministerieele missive is medegedeeld dat blijkens bericht van den Minister van Buitenlandsche Zaken, sedert het verschijnen van laatstgenoemd Staatsblad, *Cuba* tot het verdrag is toegetreden en sedert dat tijdstip *Chili*, *Servië* en *Noorwegen* het verdrag hebben bekrachtigd en de akte van bekrachtiging te *Bern* nedergelegd;

BESLUIT :

1. Van deze laatste mededeeling aanteekening te houden.

2. Te bepalen dat genoemd verdrag zal worden afgekondigd door plaatsing in het *Gouvernementsblad* van deze resolutie, alsmede van den aan deze resolutie gehechten afdruk van het verdrag en van de vertaling daarvan.

PARAMARIBO, 22 December 1910.

D. FOCK.

Uitgegeven den 29en December 1910.

De wd. *Gouvernements-Secretaris*,

ROLLIN COUQUERQUE.

CONVENTION pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;
Son Excellence le Président de la République Argentine ;
Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et
Roi Apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ;
Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie ; Son Excellence le
Président de la République du Chili ; Sa Majesté l'Empereur de
Chine ; Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat
indépendant du Congo ; Sa Majesté l'Empereur du Corée ;
Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne ;
le Président des Etats-Unis d'Amérique ; le Président des
Etats-Unis du Brésil ; le Président des Etats-Unis Mexicains ;
le Président de la République Française ; Sa Majesté le Roi
du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur
des Indes ; Sa Majesté le Roi des Hellènes ; le Président de
la République de Guatémala ; le Président de la République
de Honduras ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté l'Empereur
du Japon ; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,
Duc de Nassau ; Son Altesse Royale le Prince de Monténégro ;
Sa Majesté le Roi de Norvège ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;
le Président de la République du Pérou ; Sa Majesté Impériale
le Schah de Perse ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,
etc ; Sa Majesté

le Roi de Roumanie ; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ; Sa Majesté le Roi de Serbie ; Sa Majesté le Roi de Siam ; Sa Majesté le Roi de Suède ; le Conseil Fédéral Suisse ; le Président de la République Orientale de l'Uruguay,

Egalement animés du désir de diminuer, autant qu'il dépend d'eux, les maux inséparables de la guerre et voulant, dans ce but, perfectionner et compléter les dispositions convenues à Genève, le 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés ou malades dans les armées en campagne ;

Ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

S. E. M. le chambellan et conseiller intime actuel A. DE BÜLOW, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne,

M. le général de brigade baron DE MANTEUFFEL,

M. le médecin-inspecteur, médecin général Dr. VILLARET (avec rang de général de brigade),

M. le Dr. ZORN, conseiller intime de justice, professeur ordinaire de droit à l'Université de Bonn, syndic de la couronne ;

Son Excellence le Président de la République Argentine :

S. E. M. ENRIQUE B. MORENO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne,

M. MOLINA SALAS, consul général en Suisse ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie :

S. E. M. le baron HEIDLER DE EGEREK ET SYRGENSTEIN, conseiller intime actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. le colonel d'état-major comte DE T'SERCLAES, chef d'état-major de la 4^{me} circonscription militaire ;

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie :

M. le Dr. MARIN ROUSSEFF, directeur du service sanitaire M. le capitaine d'état-major BORIS SIRMANOFF ;

Son Excellence le Président de la République du Chili :

M. AGUSTIN EDWARDS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Sa Majesté l'Empereur de Chine :

S. E. M. LOU TSENG TSIANG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye ;

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo :

M. le colonel d'état-major comte DE T'SERCLAES, chef d'état-major de la 4^{me} circonscription militaire de Belgique ;

Sa Majesté l'Empereur de Corée :

S. E. M. KATO TSUNETADA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Japon à Bruxelles ;

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. LAUB, médecin général, chef du corps des médecins de l'armée ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

S. E. M. SILVERIO DE BAGUER Y CORSI, comte de Baguer, ministre résident ;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique :

M. WILLIAM CARY SANGER, ancien sous-secrétaire de la guerre des Etats-Unis d'Amérique,

M. le contre-amiral CHARLES-S. SPERRY, président de l'école de guerre navale,

M. le général de brigade GEORGE-B. DAVIS, avocat général de l'armée,

M. le général de brigade ROBERT-M. O'REILLY, médecin général de l'armée ;

Le président des Etats-Unis du Brésil :

M. le Dr. CARLOS LEMGRUBER-KROPF, chargé d'affaires à Berne,

M. le colonel du génie ROBERTO TROMPOWSKI LEITAO D'ALMEIDA, attaché militaire à la légation du Brésil à Berne ;

Le Président des Etats-Unis Mexicains :

M. le général de brigade JOSÉ-MARIA PEREZ ;

Le Président de la République Française :

S. E. M. RÉVOIL, ambassadeur à Berne,

M. LOUIS RENAULT, membre de l'Institut de France, ministre plénipotentiaire, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères, professeur à la faculté de droit de Paris,

M. le colonel breveté d'artillerie de réserve OLIVIER,

M. le médecin principal de 2^{me} classe PAUZAT ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes :

M. le major général Sir JOHN CHARLES ARDAGH, K.C.M.G., K.C.I.E., C.B.,

M. le professeur THOMAS ERSKINE HOLLAND, K.C., D.C.L.,
Sir JOHN FURLEY, C.B.,

M. le lieutenant-colonel WILLIAM GRANT MACPHERSON, C.M.G., R.A.M.C. ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. MICHEL KEBEDGY, professeur de droit international à l'Université de Berne ;

Le Président de la République de Guatémala :

M. MANUEL ARROYO, chargé d'affaires à Paris,

M. HENRI WISWALD, consul général à Berne, en résidence à Genève ;

Le Président de la République de Honduras :

M. OSCAR HÖPFL, consul général à Berne ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. le marquis ROGER MAURIGI DI CASTEL MAURIGI, colonel dans Son armée, grand officier de Son ordre royal des SS. Maurice et Lazare,

M. le major-général médecin GIOVANNI RANDONE, inspecteur sanitaire militaire, commandant de Son ordre royal de la Couronne d'Italie ;

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

S. E. M. KATO TSUNETADA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bruxelles ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,
Duc de Nassau :

M. le colonel d'état-major comte DE T'SERCLAES, chef
d'état-major de la 4^{me} circonscription militaire de Belgique ;

Son Altesse Royale le Prince de Monténégro :

M. E. ODIER, envoyé extraordinaire et ministre pléni-
potentiaire de la Confédération suisse en Russie,

M. le colonel MÜRSET, médecin en chef de l'armée
fédérale suisse ;

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. le capitaine DAAE, du corps sanitaire de l'armée
norvégienne ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le lieutenant-général en retraite jonkheer J. C. C.
DEN BEER POORTUGAEL, membre du Conseil d'Etat,

M. le colonel A. A. J. QUANJER, officier de santé en
chef de 1^{re} classe ;

Le Président de la République du Pérou :

M. GUSTAVO DE LA FUENTE, premier secrétaire de la
légation du Pérou à Paris ;

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse :

S. E. M. Samad Khan MOMTAZ-OS-SALTANEH, envoyé
extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc. :

S. E. M. ALBERTO D'OLIVEIRA, envoyé extraordinaire
et ministre plénipotentiaire à Berne ;

M. JOSÉ NICOLAU RAPOSO-BOTELHO, colonel d'infante-
rie, ancien député, directeur du Royal collège militaire à
Lisbonne ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie ;

M. le Dr. SACHE STEPHANESCO, colonel de réserve ;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ;

S. E. M. le conseiller privé DE MARTENS, membre per-
manent du conseil du ministère des affaires étrangères de
Russie ;

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. MILAN ST. MARKOVITCH, secrétaire général du mi-
nistère de la justice,

M. le colonel Dr. SONDERMAYER, chef de la division
sanitaire au ministère de la guerre ;

Sa Majesté le Roi de Siam :

M. le prince CHAROON, chargé d'affaires à Paris,

M. CORRAGONI D'ORELLI, conseiller de légation à Paris ;

Sa Majesté le Roi de Suède :

M. SÖRENSEN, médecin en chef de la 2^{me} division de
l'armée ;

Le Conseil Fédéral Suisse :

M. E. ODIER, envoyé extraordinaire et ministre pléni-
potentiaire en Russie.

M. le colonel MÜRSET, médecin en chef van l'armée
fédérale :

Le Président de la République Orientale de l'Uruguay :

M. ALEXANDRE HEROSA, chargé d'affaires à Paris,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pou-
voirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de
ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER.

Des blessés et malades.

Article premier.

Les militaires et les autres personnes officiellement attachées aux armées, qui seront blessés ou malades, devront être respectés et soignés, sans distinction de nationalité, par le belligérant qui les aura en son pouvoir.

Toute fois le belligérant, obligé d'abandonner des malades ou des blessés à son adversaire, laissera avec eux, autant que les circonstances militaires le permettront, une partie de son personnel et de son matériel sanitaires pour contribuer à les soigner.

Art. 2.

Sous réserve de soins à leur fournir en vertu de l'article précédent, les blessés ou malades d'une armée tombés au pouvoir de l'autre belligérant sont prisonniers de guerre et les règles générales du droit des gens concernant les prisonniers leur sont applicables.

Cependant, les belligérants restent libres de stipuler entre eux, à l'égard des prisonniers blessés ou malades, telles clauses d'exception ou de faveur qu'il jugeront utiles; ils auront, notamment, la faculté de convenir :

De se remettre réciproquement, après un combat, les blessés laissés sur le champ de bataille;

De renvoyer dans leur pays, après les avoir mis en état d'être transportés ou après guérison, les blessés ou malades qu'ils ne voudront pas garder prisonniers :

De remettre à un Etat neutre, du consentement de celui-ci, des blessés ou malades de la partie adverse, à

la charge par l'Etat neutre de les internier jusqu'à la fin des hostilités.

Art. 3.

Après chaque combat, l'occupant du champ de bataille prendra des mesures pour rechercher les blessés et pour les faire protéger, ainsi que les morts, contre le pillage et les mauvais traitements.

Il veillera à ce que l'inhumation ou l'incinération des morts soit précédée d'un examen attentif de leurs cadavres.

Art. 4.

Chaque belligérant enverra dès qu'il sera possible, aux autorités de leur pays ou de leur armée les marques ou pièces militaires d'identité trouvées sur les morts et l'état nominatif des blessés ou malades recueillis par lui.

Les belligérants se tiendront réciproquement au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès survenus parmi les blessés et malades en leur pouvoir. Ils recueilleront tout les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par les blessés ou malades décédés dans les établissements et formations sanitaires, pour les faire transmettre aux intéressés par leur autorités de leur pays.

Art. 5.

L'autorité militaire pourra faire appel au zèle charitable des habitants pour recueillir et soigner, sous son contrôle, des blessés ou malades des armées, en accordant aux personnes ayant répondu à cet appel une protection spéciale et certaines immunités.

CHAPITRE II.

Des formations et établissements sanitaires.

Art. 6.

Les formations sanitaires mobiles (c'est-à-dire celles qui sont destinées à accompagner les armées en campagne) et les établissements fixes du service de santé seront respectés et protégés par les belligérants.

Art. 7.

La protection due aux formations et établissements sanitaires cesse si l'on en use pour commettre des actes nuisibles à l'ennemi.

Art. 8.

Ne sont pas considérés comme étant de nature à priver une formation ou un établissement sanitaire de la protection assurée par l'article 6 :

1o. Le fait que le personnel de la formation ou de l'établissement est armé et qu'il use de ses armes pour sa propre défense ou celle de ses malades et blessés ;

2o. Le fait qu'à défaut d'infirmiers armés, la formation ou l'établissement est gardé par un piquet ou des sentinelles munis d'un mandat régulier.

3o. Le fait qu'il est trouvé dans la formation ou l'établissement des armes et cartouches retirées aux blessés, et n'ayant pas encore été versées au service compétent.

CHAPITRE III.

Du personnel.

Art. 9.

Le personnel exclusivement affecté à l'enlèvement, au

transport et au traitement des blessés et des malades, ainsi qu'à l'administration des formations et établissements sanitaires, les aumôniers attachés aux armées, seront respectés et protégés en toute circonstance ; s'ils tombent entre les mains de l'ennemi, ils ne seront pas traités comme prisonniers de guerre.

Ces dispositions s'appliquent au personnel de garde des formations et établissements sanitaires dans le cas prévu à l'article 8, no. 2.

Art. 10.

Est assimilé au personnel visé à l'article précédent le personnel des Sociétés de secours volontaires dûment reconnues et autorisées par leur Gouvernement, qui sera employé dans les formations et établissements sanitaires des armées sous la réserve que ledit personnel sera soumis aux lois et règlements militaires.

Chaque Etat doit notifier à l'autre, soit dès le temps de paix, soit à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant tout emploi effectif, les noms des Sociétés qu'il a autorisées à prêter leur concours, sous sa responsabilité, au service sanitaire officiel de ses armées.

Art. 11.

Une Société reconnue d'un pays neutre ne peut prêter le concours de ses personnels et formations sanitaires à un belligérant qu'avec l'assentiment préalable de son propre Gouvernement et l'autorisation du belligérant lui-même.

Le belligérant qui a accepté le secours est tenu, avant tout emploi, d'en faire la notification à son ennemi.

Art. 12.

Les personnes désignées dans les articles 9, 10 et 11

continueront, après qu'elles seront tombées au pouvoir de l'ennemi, à remplir leurs fonctions sous sa direction.

Lorsque leur concours ne sera plus indispensable, elles seront renvoyées à leur armée ou à leur pays dans les délais et suivant l'itinéraire compatibles avec les nécessités militaires.

Elles emporteront, alors, les effets, les instruments, les armes et les chevaux qui sont leur propriété particulière.

Art. 13.

L'ennemi assurera au personnel visé par l'article 9, pendant qu'il sera en son pouvoir, les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel des mêmes grades de son armée.

CHAPITRE IV.

Du matériel.

Art. 14.

Les formations sanitaires mobiles conserveront, si elles tombent au pouvoir de l'ennemi, leur matériel, y compris les attelages, quels que soient les moyens de transport et le personnel conducteur.

Toutefois, l'autorité militaire compétente aura la faculté de s'en servir pour les soins des blessés et malades; la restitution du matériel aura lieu dans les conditions prévues pour le personnel sanitaire, et, autant que possible, en même temps.

Art. 15.

Les bâtiments et le matériel des établissements fixes demeurent soumis aux lois de la guerre, mais ne pourront être détournés de leur emploi, tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et aux malades.

Toutefois, les commandants des troupes d'opérations pourront en disposer, en cas de nécessités militaires importantes, en assurant au préalable le sort des blessés et malades qui s'y trouvent.

Art. 16.

Le matériel des Sociétés de secours, admises au bénéfice de la Convention conformément aux conditions déterminées par celle-ci, est considéré comme propriété privée et, comme tel, respecté en toute circonstance, sauf le droit de réquisition reconnu aux belligérants selon les lois et usages de la guerre.

CHAPITRE V.

Des convois d'évacuation.

Art. 17.

Les convois d'évacuation seront traités comme les formations sanitaires mobiles, sauf les dispositions spéciales suivantes:

10. Le belligérant interceptant un convoi pourra, si les nécessités militaires l'exigent, le disloquer en se chargeant des malades et blessés qu'il contient.

20. Dans ce cas, l'obligation de renvoyer le personnel sanitaire, prévue à l'article 12, sera étendue à tout le personnel militaire préposé au transport ou à la garde du convoi et muni à cet effet d'un mandat régulier.

L'obligation de rendre le matériel sanitaire, prévue à l'article 14, s'appliquera aux trains de chemins de fer et bateaux de la navigation intérieure spécialement organisés

pour les évacuations, ainsi qu'au matériel d'aménagement des voitures, trains et bateaux ordinaires appartenant au service de santé.

Les voitures militaires, autres que celles du service de santé, pourront être capturées avec leurs attelages.

Le personnel civil et les divers moyens de transport provenant de la réquisition, y compris le matériel de chemin de fer et les bateaux utilisés pour les convois, seront soumis aux règles générales du droit des gens.

CHAPITRE VI.

Du signe distinctif.

Art. 18.

Par hommage pour la Suisse, le signe héraldique de la croix rouge sur fond blanc, formé par interversion des couleurs fédérales est maintenu comme emblème et signe distinctif du service sanitaire des armées.

Art. 19.

Cet emblème figure sur les drapeaux, les brassards, ainsi que sur tout le matériel se rattachant au service sanitaire, avec la permission de l'autorité militaire compétente.

Art. 20.

Le personnel protégé en vertu des articles 9, alinea 1er, 10 et 11 porte, fixé au bras gauche, un brassard avec croix rouge sur fond blanc, délivré et timbré par l'autorité militaire compétente, accompagné d'un certificat d'identité pour les personnes rattachées au service de santé des armées et qui n'auraient pas d'uniforme militaire.

Art. 21.

Le drapeau distinctif de la Convention ne peut être arboré que sur les formations et établissements sanitaires qu'elle ordonne de respecter et avec le consentement de l'autorité militaire. Il devra être accompagné du drapeau national du belligérant dont relève la formation ou l'établissement.

Toutefois, les formations sanitaires tombées au pouvoir de l'ennemi n'arboreront pas d'autre drapeau que celui de la Croix-Rouge, aussi longtemps qu'elles se trouveront dans cette situation.

Art. 22.

Les formations sanitaires des pays neutres qui, dans les conditions prévues par l'article 11, auraient été autorisées à fournir leurs services, doivent arborer, avec le drapeau de la Convention, le drapeau national du belligérant dont elles relèvent.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent leur sont applicables.

Art. 23.

L'emblème de la croix rouge sur fond blanc et les mots *Croix-Rouge* ou *Croix de Genève* ne pourront être employés, soit en temps de paix soit en temps de guerre, que pour protéger ou désigner les formations et établissements sanitaires, le personnel et le matériel protégés par la Convention.

CHAPITRE VII.

De l'application et de l'exécution de la Convention.

Art. 24.

Les dispositions de la présente Convention ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles. Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où l'une des Puissances belligérantes ne serait pas signataire de la Convention.

Art. 25.

Les commandants en chef des armées belligérantes auront à pourvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs et conformément aux principes généraux de la présente Convention.

Art. 26.

Les Gouvernements signataires prendront les mesures nécessaires pour instruire leurs troupes, et spécialement le personnel protégé, des dispositions de la présente Convention et pour les porter à la connaissance des populations.

CHAPITRE VIII.

De la répression des abus et des infractions.

Art. 27.

Les Gouvernements signataires, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante, s'engagent à prendre ou proposer à leurs législatures les mesures nécessaires pour empêcher en tout temps l'emploi, par des particuliers ou par des sociétés autres que celles y ayant droit en vertu

de la présente Convention, de l'emblème ou de la dénomination de *Croix-Rouge* ou *Croix de Genève*, notamment dans un but commercial, par le moyen de marques de fabrique ou de commerce.

L'interdiction de l'emploi de l'emblème ou de la dénomination dont il s'agit produira son effet à partir de l'époque déterminée par chaque législation et au plus tard, cinq ans après la mise en vigueur de la présente Convention. Dès cette mise en vigueur, il ne sera plus licite de prendre une marque de fabrique ou de commerce contraire à l'interdiction.

Art. 28.

Les Gouvernements signataires s'engagent également à prendre ou à proposer à leurs législatures, en cas d'insuffisance de leurs lois pénales militaires, les mesures nécessaires pour réprimer, en temps de guerre, les actes individuels de pillage et de mauvais traitements envers des blessés et malades des armées, ainsi que pour punir, comme usurpation d'insignes militaires, l'usage abusif du drapeau et du brassard de la Croix-Rouge par des militaires ou des particuliers non protégés par la présente Convention.

Ils se communiqueront, par l'intermédiaire du Conseil fédéral suisse, les dispositions relatives à cette répression, au plus tard dans les cinq ans de la ratification de la présente Convention.

Dispositions générales.

Art. 29.

La présente Convention sera ratifiée aussi tôt que possible.

Les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Art. 30.

La présente Convention entrera en vigueur pour chaque Puissance six mois après la date du dépôt de sa ratification.

Art. 31.

La présente Convention, dûment ratifiée, remplacera la Convention du 22 août 1864 dans les rapports entre les Etats contractants.

La Convention de 1864 reste en vigueur dans les rapports entre les Parties qui l'ont signée et qui ne ratifieraient pas également la présente Convention.

Art. 32.

La présente Convention pourra, jusqu'au 31 décembre prochain, être signée par les Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 11 juin 1906, ainsi que par les Puissances non représentées à cette Conférence qui ont signé la Convention de 1864.

Celles de ces Puissances qui, au 31 décembre 1909, n'auront pas signé la présente Convention, resteront libres d'y adhérer par la suite. Elles auront à faire connaître leur adhésion au moyen d'une notification écrite adressée au Conseil fédéral suisse et communiquée par celui-ci à toutes les Puissances contractantes.

Les autres Puissances pourront demander à adhérer dans la même forme, mais leur demande ne produira effet que

si, dans le délai d'un an à partir de la notification au Conseil fédéral, celui-ci n'a reçu d'opposition de la part d'aucune des Puissances contractantes.

Art. 33.

Chaque des Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Conseil fédéral suisse; celui-ci communiquera immédiatement la notification à toutes les autres Parties contractantes.

Cette dénonciation ne vaudra qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Genève, le six juillet mil neuf cent six, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Confédération suisse, et dont les copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

(L. S.) v. BÜLOW.

(L. S.) Frhr. v. MANTEUFFEL.

(L. S.) VILLARET.

ZORN.

Pour la République Argentine;

(L. S.) ENRIQUE B. MORENO.

(L. S.) FRANCO. MOLINA SALAS.

Pour l'Autriche-Hongrie

(L. S.) Frhr. v. HEIDLER.

Pour la Belgique :

(L. S.) Cte J. DE T'SERCLAES.

Pour la Bulgarie :

(L. S.) Dr. ROUSSEFF.

(L. S.) Capitaine SIRMANOFF.

Pour le Chili :

(L. S.) AGUSTIN EDWARDS.

Pour la Chine :

(L. S.) LOUTSENGTSIANG.

Pour le Congo :

(L. S.) Cte J. DE T'SERCLAES.

Pour la Corée :

(L. S.) KATO TSUNETADA.

Pour le Danemark :

(L. S.) H. LAUB.

Pour l'Espagne :

(L. S.) Cte SILVERIO DE BAGUER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

WM. CARY SANGER.

(L. S.) C. S. SPERRY.

(L. S.) GEO. B. DAVIS.

(L. S.) R. M. O'REILLY.

Pour les Etats-Unis du Brésil :

(L. S.) C. LEMGRUBER-KROPP.

Cel. ROBERTO TROMPOWSKI LETAO D'ALMEIDA.

Pour les Etats-Unis Mexicains :

(L. S.) JOSÉ M. PEREZ.

Pour la France. :

(L. S.) RÉVOIL.

(L. S.) L. RENAULT.

(L. S.) S. OLIVIER.

(L. S.) E. PAUZAT.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande :

(L. S.) JOHN C. ARDACH.

(L. S.) T. E. HOLLAND

(L. S.) JOHN FURLEY.

(L. S.) WM. GRANT MACPHERSON.

*(avec réserve des articles 23, 27, 28)**Pour la Grèce :*

MICHEL KEBEDGY,

Pour le Guatemala :

(L. S.) MANGEL ARROYO.

(L. S.) H. WISWALD.

Pour le Honduras :

OSCAR HEPFL.

Pour l'Italie :

(L. S.) MAURIGI.

(L. S.) RANDONE.

Pour le Japon :

(L. S.) KATO TSUNETADA.

Pour le Luxembourg :

(L. S.) Cte J. DE T'SERCLAES.

Pour le Monténégro :

(L. S.) E. ODIER.

Colonel MÜRSET.

Pour la Norvège :

HANS DAAE.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) DEN BEER POORTUGAEL.

(L. S.) QUANJER.

Pour le Pérou :

(L. S.) GUSTAVO DE LA FUENTE.

Pour la Perse :

Sous réserve de l'article dix-huit.

(L. S.) MOMTAZ-OS-SALTANEH M. SAMAD KHAN.

Pour le Portugal :

(L. S.) D'ALBERTO D'OLIVEIRA.

(L. S.) JOSÉ NICOLAU RAPOSO-BOTELHO.

Pour la Roumanie :

(L. S.) DR. SACHE STEPHANESCO.

Pour la Russie :

(L. S.) MARTENS.

Pour la Serbie :

(L. S.) MILAN ST. MARKOVITCH.

(L. S.) DR. ROMAN SONDERMAYER.

Pour le Siam :

(L. S.) CHAROON.

(L. S.) CORRAGONI D'ORELLI.

Pour la Suède :

(L. S.) OLOF SÖRENSEN.

Pour la Suisse :

(L. S.) E. ODIER.

Colonel MÜRSET.

Pour l'Uruguay :

(L. S.) A. HEROSA.

Pour copie, certifiée conforme,

Le Secrétaire du Département politique fédéral,

GRAFFINA.

Berne, le 22 août 1906.

VERTALING.

TRACTAAT tot verbetering van het lot
der gewonden en zieken, zich bevindende
bij de legers ter velde.

Zijne Majesteit de Duitsche Keizer, Koning van Pruisen ;
Zijne Excellentie de President der Argentijnsche Republiek ;
Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van
Bohemen, enz., en Apostolisch Koning van Hongarije ;
Zijne Majesteit de Koning der Belgen ; Zijne Koninklijke
Hoogheid de Vorst van Bulgarije ; Zijne Excellentie de
de President der Chileensche Republiek ; Zijne Majesteit
de Keizer van China ; Zijne Majesteit de Koning der
Belgen, Souverein van den Onafhankelijken Congo-staat ;
Zijne Majesteit de Keizer van Corea ; Zijne Majesteit de
Koning van Denemarken ; Zijne Majesteit de Koning van
Spanje ; de President der Vereenigde Staten van Amerika ;
de President der Vereenigde Staten van Brazilië ; de
President der Vereenigde Staten van Mexico ; de President
der Fransche Republiek ; Zijne Majesteit de Koning van
het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland,
Keizer van Indië ; Zijne Majesteit de Koning der Hellenen ;
de President der Republiek Guatemala ; de President der
Republiek Honduras ; Zijne Majesteit de Koning van Italië ;
Zijne Majesteit de Keizer van Japan ; Zijne Koninklijke

Hoogheid de Groot-Hertog van Luxemburg, Hertog van Nassau; Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Montenegro; Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; de President der Republiek Peru; Zijne Keizerlijke Majesteit de Schah van Perzië; Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven, enz.; Zijne Majesteit de Koning van Rumenië, Zijne Majesteit de Keizer aller Ruslanden; Zijne Majesteit de Koning van Servië, Zijne Majesteit de Koning van Siam; Zijne Majesteit de Koning van Zweden; de Zwitserse Bondsraad; de President der Oostelijke Republiek Uruguay;

Gelijkelijk beziend met den wensch om, voor zoover het van hen afhangt, de onafscheidelijk aan den oorlog verbonden rampen te verzachten, en met dat doel de op 22 Augustus 1864 te Genève voor de verbetering van het lot der gewonde of zieke krijgslieden bij de legers te velde gemaakte bepalingen willende verbeteren en aanvullen;

Hebben besloten daartoe een nieuw tractaat te sluiten en tot hunne gevolmachtigden benoemd:

Zijne Majesteit de Duitsche Keizer, Koning van Pruisen

Zijne Excellentie den kamerheer en werkelijken geheimraad A. VON BÜLOW, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister te Bern;

den heer brigade-generaal baron MANTEUFFEL;

den geneesheer-inspecteur, inspecteur van den geneeskundigen dienst, den heer dr. VILLARET (met den rang van brigade-generaal);

den heer dr. ZORN, rechtskundig geheimraad, gewoon

1910. hoogleeraar in de rechtswetenschappen aan de Universiteit te Bonn, syndicus der Kroon;

Zijne Excellentie de President der Argentijnsche Republiek:

Zijne Excellentie den heer ENRIQUE B. MORENO, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister te Bern;

den heer MOLINA SALAS, consul-generaal in Zwitserland

Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen, enz., en Apostolisch Koning van Hongarije:

Zijne Excellentie den heer baron HEIDLER VON EGEREGERG UND SYRGENSTEIN, werkelijk geheimraad, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister te Bern;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer kolonel bij den staf graaf DE T'SERCLAES, chef van den staf van het vierde militaire district;

Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Bulgarije:
den heer dr. MARIN ROUSSEFF, directeur van den geneeskundigen dienst;

den heer kapitein bij den staf BORIS SIRMANOFF;

Zijne Excellentie de President der Chileensche Republiek:

den heer AUGUSTIN EDWARDS, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister;

Zijne Majesteit de Keizer van China:

Zijne Excellentie den heer LOU TSENG TSIANG, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister te 's Gravenhage;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, Souverein van den Onafhankelijken Congostaat ;
den heer kolonel bij den staf graaf DE T'SERCLAES, chef van den staf van het vierde militaire district ;

Zijne Majesteit de Keizer van Corea :

Zijne Excellentie den heer KATO TSUNETADA, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister van Japan te Brussel ;

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken :

den heer LAUB, inspecteur van den geneeskundigen dienst, chef van het korps officieren van gezondheid ;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje :

Zijne Excellentie den heer SILVERIO DE BAGEUR Y CORSI, graaf DE BAGUER, Minister-resident ;

de President der Vereenigde Staten van Amerika :

den heer WILLIAM CARY SANGER, oud-onder Staatssecretaris van Oorlog ;

den heer schout-bij-nacht CHARLES S. SPERRY, voorzitter der krijgs-zeevaartschool ;

den heer brigade-generaal GEORGE B. DAVIS, advocaat-generaal bij het leger ;

den heer brigade-generaal ROBERT M. O'REILLY inspecteur van den geneeskundigen dienst bij de landmacht ;

de President der Vereenigde Staten van Brazilië :

den heer dr. CARLOS LEMGRUBER-KROPF, zaakgelastigde te Bern ;

den heer kolonel der genie ROBERTO TROMPOWSKI LEITAO D'ALMEIDA, militair attaché bij de Braziliaansche legatie te Bern ;

de President der Vereenigde Staten van Mexico :

den heer brigade-generaal JOSÉ-MARIA PEREZ ;

de President der Fransche Republiek :

Zijne Excellentie den heer RÉVOIL, gezant te Bern ;

den heer LOUIS RENAULT, lid van het Instituut van Frankrijk, gevolmachtigd Minister, rechtsgeleerd raadsman bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, hoogleeraar in de faculteit der rechtswetenschappen te Parijs ;

den heer colonel-breveté bij de artillerie der reserve OLIVIER ;

den heer dirigeerend officier van gezondheid 2de klasse PAUZAT ;

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland, Keizer van Indië :

den heer generaal-majoor sir JOHN CHARLES ARDAGH, K. C. M. G., K. C. I. E., C. B. ;

den heer professor THOMAS ERSKINE HOLLAND, K. C., D. C. L. ;

Sir JOHN FURLEY, C. B. ;

den heer luitenant-kolonel WILLIAM GRANT MACPHERSON, C. M. G., R. A. M. C.

Zijne Majesteit de Koning der Hellenen :

den heer MICHEL KEBEDGY, professor in het internationaal recht aan de Universiteit te Bern ;

de President der Republiek Guatemala :

den heer MANUEL ARROYO, zaakgelastigde te Parijs ;

den heer HENRI WISWALD consul-generaal te Bern, gevestigd te Genève ;

de President der Republiek Honduras :

den heer OSCAR HËPFL, consul-generaal te Bern ;

Zijne Majesteit de Koning van Italië :

den heer markies ROGER MAURIGI DI CASTEL MAURIGI, kolonel bij Zijn leger, groot-officier Zijner Koninklijke Orde der Heiligen Mauritius en Lazarus ;

den heer officier van gezondheid met den rang van generaal-majoor GIOVANNI RANDONE, inspecteur van den militairen geneeskundigen dienst, commandeur Zijner Koninklijke Orde der Kroon van Italië ;

Zijne Majesteit de Keizer van Japan :

Zijne Excellentie den heer KATO TSUNETADA, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister te Brussel ;

Zijne Koninklijke Hoogheid de Groot-Hertog van Luxemburg, Hertog van Nassau :

den heer kolonel bij den staf graaf DE T'SERCLAES, chef van den staf van het vierde militaire district van België ;

Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Montenegro :

den heer E. ODIER buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister van het Zwitsersch Eedgenootschap in Rusland ;

den heer kolonel MÜRSET, chef van den geneeskundigen dienst van het Zwitsersche Bondsleger ;

Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen :

den heer kapitein DAAE, van den geneeskundigen dienst van het Noorsche leger ;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :

den heer gepensionneerd luitenant-generaal jhr. J. C. DEN BEER POORTUGAEL, lid van den Raad van State ;

den heer kolonel A. A. J. QUANJER, dirigerend officier van gezondheid 1ste klasse ;

de President der Republiek Peru :

den heer GUSTAVO DE LA FUENTE, eerste-gezantschapssecretaris van Peru te Parijs ;

Zijne Keizerlijke Majesteit de Schah van Perzië :

Zijne Excellentie den heer SAMAD KHAN MOMTAZ-OS-SALTANEH, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister te Parijs ;

Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven, enz. :

Zijne Excellentie den heer ALBERTO D'OLIVEIRA, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister te Bern ;
den heer JOSÉ NICOLAU RAPOSO-BOTELHO, kolonel der infanterie, oud-afgevaardigde, directeur der Koninklijke krijgsschool te Lissabon ;

Zijne Majesteit de Koning van Rumenië :

den heer dr. SACHE STEPHANESCO, kolonel der reserve ;

Zijne Majesteit de Keizer aller Ruslanden :

Zijne Excellentie den heer geheimraad DE MARTENS, permanente lid van den Raad van het Ministerie van Buitenslandsche Zaken van Rusland ;

Zijne Majesteit de Koning van Servië :

den heer MILAN ST. MARKOVITCH, secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie ;

den heer kolonel dr. SONDERMAYER, chef der geneeskundige afdeeling van het Ministerie van Oorlog ;

Zijne Majesteit de Koning van Siam :

den heer Prins CHAROON, zaakgelastigde te Parijs ;

den heer CORRAGONI D'ORELLI, gezantschapsraad te Parijs ;

Zijne Majesteit de Koning van Zweden :
 den heer SÖRENSEN, chef van den geneeskundigen dienst bij de tweede divisie ;
 de Zwitsersche Bondsraad :
 den heer E. ODIER, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister in Rusland ;
 den heer kolonel MÜRSET, chef van den geneeskundigen dienst van het bondsleger ;
 de President der Oostelijke Republiek Uruguay :
 den heer ALEXANDER HEROSA, zaakgelastigde te Parijs ;
 welke, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, die in goede en behoorlijke orde zijn bevonden, het volgende zijn overeengekomen :

EERSTE HOOFDSTUK.

Van de gewonden en zieken.

Artikel 1. De militairen en de andere officieel aan de legers verbonden personen, die gewond of ziek zijn, moeten zonder onderscheid van volksaard gespaard en verzorgd worden door den oorlogvoerende, die hen in zijne macht heeft.

Echter moet de oorlogvoerende, die zich genoodzaakt ziet zieken of gewonden aan zijnen tegenstander over te laten, voor zoover de militaire omstandigheden het gedoogen, een deel van zijn personeel en materieel, tot den geneeskundigen dienst behoorende, bij hen laten, om mede te werken tot hunne verzorging.

Artikel 2. Behoudens de hun krachtens het vorig artikel te verleenen hulp zijn de gewonden of zieken van een leger, die in handen van den anderen oorlogvoerende

zijn gevallen, krijgsgevangenen, en zijn de algemeene regelen van het volkenrecht betreffende gevangenen op hen toepasselijk.

Evenwel blijven de oorlogvoerenden vrij, om onderling ten aanzien van de gewonde of zieke gevangenen zulke uitzonderings- of begunstigingsbepalingen te maken als zij nuttig oordeelen ; met name hebben zij de bevoegdheid overeen te komen :

elkander na een gevecht de op het slagveld achtergelaten gewonden uit te leveren ;

de gewonden of zieken die zij niet gevangen willen houden naar hun land terug te zenden, na gezorgd te hebben, dat zij in staat zijn om te worden vervoerd, of na hunne genezing ;

aan een onzijdigen Staat, met diens goedvinden, gewonden of zieken van de tegenpartij uit te leveren, onder de op den onzijdigen Staat rustende verplichting, hen tot het einde der vijandelijkheden te interneeren.

Artikel 3. Na elk gevecht worden door de partij die meester is gebleven van het slagveld, maatregelen genomen om de gewonden op te zoeken en hen, evenals de dooden, tegen plundering en slechte behandeling te doen beschermen.

Zij zorgt er voor, dat aan het begraven of het verbranden der dooden een nauwkeurig onderzoek hunner lijken voorafgaat.

Artikel 4. Ieder oorlogvoerende zendt zoodra mogelijk aan de overheden van hun land of van hun leger de militaire identiteitsteekens of -stukken, op de gesneuvelden gewonden, en de naamlijst der door hen opgenomen gewonden of zieken.

De oorlogvoerenden houden elkaar op de hoogte van de interneeringen en veranderingen, evenals van de opnamen in de hospitalen en van de sterfgevallen die zijn voorgekomen onder de gewonden en zieken welke zich in hunne macht bevinden. Zij verzamelen alle voorwerpen, dienende tot persoonlijk gebruik, voorwerpen van waarde, brieven, enz., die op het slagveld worden gevonden of die worden nagelaten door de gewonden of zieken, welke in de vaste of tijdelijke geneeskundige inrichtingen overleden zijn, ten einde ze aan de belanghebbenden door de overheden van hun land te doen toekomen.

Artikel 5. De militaire overheid kan een beroep doen op de menslievendheid der inwoners, om, onder haar toezicht, gewonden en zieken die zich bij de legers bevinden, op te nemen en te verzorgen, in welk geval zij bijzondere bescherming en zekere vrijstelling verleent aan de personen, die aan dat beroep gehoor geven.

HOOFDSTUK II.

Van de geneeskundige formaties en inrichtingen.

Artikel 6. De mobiele geneeskundige formaties (namelijk die welke bestemd zijn om de legers te velde te begeleiden) en de vaste inrichtingen van den geneeskundigen dienst worden door de oorlogvoerenden gespaard en beschermd.

Artikel 7. De bescherming, aan de geneeskundige formaties en inrichtingen verschuldigd houdt op als men er gebruik van maakt tot het verrichten van voor den vijand nadeelige handelingen.

Artikel 8. Als redenen die eene geneeskundige for-

matie of inrichting de bescherming, door artikel 6 verzekerd, doen verliezen, wordt niet beschouwd:

1o. het feit, dat het personeel van de formatie of inrichting gewapend is en van zijne wapenen getruik maakt tot verdediging van zich zelf of van zieken en gewonden;

2o. het feit, dat, bij gebrek aan gewapende ziekenverpleging, de formatie of inrichting wordt bewaakt door een piket of door schildwachten, van eene behoorlijke schriftelijke lastgeving voorzien;

3o. het feit, dat bij de formatie of inrichting wapenen en patronen worden gevonden, die aan de gewonden zijn ontnomen en nog niet aan den daarvoor aangewezen tak van dienst afgeleverd.

HOOFDSTUK III.

Van het personeel.

Artikel 9. Het personeel uitsluitend belast met het weghalen, het vervoeren en de behandeling der gewonden en zieken alsmede met het beheer der geneeskundige formaties en inrichtingen, en de aan de legers verbonden veldpredikers, worden onder alle omstandigheden gespaard en beschermd; indien zij den vijand in handen vallen, worden zij niet als krijgsgevangenen behandeld.

Deze bepalingen zijn van toepassing op het bewakingspersoneel der geneeskundige formaties en inrichtingen in het geval bedoeld in artikel 8, no. 2.

Artikel 10. Met het personeel in het vorig artikel bedoeld, wordt gelijkgesteld het in de geneeskundige formaties en inrichtingen der legers gebruikt wordend perso-

neel der behoorlijk door hare Regeering erkende en toegelaten vrijwillige vereenigingen tot hulpbetoon, onder voorbehoud, dat dit personeel onderworpen zij aan de militaire wetten en reglementen.

Iedere Staat moet aan den anderen, hetzij reeds in tijd van vrede, hetzij bij den aanvang of gedurende de vijandelijkheden, in elk geval alvorens er eenig werkelijk gebruik van te maken, de namen der vereenigingen mededeelen die hij heeft bevoegd verklaard om, onder zijne verantwoordelijkheid, aan den officieelen geneeskundigen dienst van zijne legers hare medewerking te verleen.

Artikel 11. Eene erkende vereeniging van een onzijdig land kan de medewerking van haar personeel en hare sanitaire formaties slechts aan eenen oorlogvoerende verleen na voorafgaande goedkeuring van hare eigen Regeering en de machtiging van den oorlogvoerende zelf.

De oorlogvoerende die de hulp heeft aangenomen, is gehouden, alvorens daardan eenig gebruik te maken, zijnen vijand ermede in kennis te stellen.

Artikel 12. De personen in de artikelen 9, 10 en 11 aangewezen, moeten, nadat zij in de macht van den vijand zijn geraakt, hunne werkzaamheden onder diens leiding blijven verrichten.

Wanneer hunne medewerking niet meer onmisbaar is, worden zij naar hun leger of naar hun land teruggezonden binnen zoodanigen tijd en langs zoodanigen weg als met de militaire eischen vereenigbaar zijn.

Zij nemen dan de voorwerpen, werktuigen, wapenen en paarden die hun particulier eigendom zijn, mede.

Artikel 13. De vijand waarborgt aan het personeel

bedoeld bij artikel 9, zoolang het in zijne macht is, dezelfde vergoedingen en dezelfde soldij, als aan het personeel van dezelfde rangen van zijn leger.

HOOFDSTUK IV.

Van het materieel.

Artikel 14. De mobiele geneeskundige formaties behouden, als zij in de macht van den vijand vallen, haar materieel, met inbegrip van de bespanningen, van hoedartigen aard ook de vervoermiddelen zijn en door welk personeel deze ook worden begeleid.

Evenwel heeft de bevoegde militaire overheid het recht zich er van te bedienen ten behoeve der gewonden en zieken; de teruggave van het materieel heeft plaats onder de voorwaarden bepaald voor de terugzending van het tot den geneeskundigen dienst behoorend personeel en, zoo veel mogelijk, tegelijkertijd.

Artikel 15. De gebouwen en het materieel der vaste inrichtingen blijven aan de oorlogswetten onderworpen, maar kunnen niet tot een ander doel worden bestemd zoolang zij voor de gewonden en zieken noodig zijn.

Evenwel kunnen de bevelhebbers van de opereerende troepen-afdeelingen er over beschikken, ingeval zulks voor gewichtige militaire belangen noodzakelijk is, mits zij van te voren de gewonden en zieken die zich daarin bevinden, in veiligheid stellen.

Artikel 16. Het materieel der vereenigingen tot hulpbetoon, aan welke de bij het tractaat geregelde bevoorrechte positie, overeenkomstig de daarin gestelde voorwaarden, is verleend, wordt beschouwd als particulier

eigendom en als zoodanig onder alle omstandigheden gespaard, behoudens het aan de oorlogvoerenden, volgens de wetten en gebruiken van den oorlog, toegekende recht van requisitie.

HOOFDSTUK V.

Van de ontruimingskonvoeien (evacuatiekonvoeien).

Artikel 17. De ontruimingskonvoeien worden behandeld evenals de mobiele geneeskundige formaties, behoudens de volgende bijzondere bepalingen:

1o de oorlogvoerende die een konvooi onderschept, mag dit, als zulks voor militaire redenen noodig is, ontbinden, mits hij zich met de zorg voor de aangetroffen zieken en gewonden belast;

2o. in dat geval wordt de verplichting om het tot den geneeskundigen dienst behoorend personeel, genoemd in artikel 12, terug te zenden, uitgestrekt tot het geheele militaire personeel dat belast is met het vervoer of bewaking van het konvooi, en dat daartoe van eene behoorlijke schriftelijke lastgeving is voorzien.

De verplichting in artikel 14 genoemd, om het tot den geneeskundigen dienst behoorend materieel terug te geven, geldt ook voor de spoortreinen en binnenschepen, bepaaldelijk voor ontruimingen ingericht, evenals voor het materieel behoorende tot de uitrusting der gewone voertuigen, treinen en schepen, tot den geneeskundigen dienst behoorende.

De militaire voertuigen niet tot den geneeskundigen dienst behoorende, kunnen met hunne bespanningen worden buitgemaakt.

Het burgerpersoneel en de verschillende vervoermiddelen door requisitie verkregen, daaronder begrepen het

spoorwegmaterieel en de schepen voor de konvoeien gebruikt, zijn aan de algemeene regelen van het volkenrecht onderworpen.

HOOFDSTUK VI.

Van het onderscheidingsteeken.

Artikel 18. Als hulde aan Zwitserland wordt het heraldieke teeken van het roode kruis op wit veld, gevormd door de onderlinge verwisseling der bondskleuren, als emblema en kenteken van den geneeskundigen dienst der legers behouden.

Artikel 19. Dat emblema bevindt zich, met vergunning van de bevoegde militaire overheid, op de vlaggen de armbanden en op al het materieel dat tot den geneeskundigen dienst behoort.

Artikel 20. Het personeel dat uit kracht van de artikelen 9, lid 1, 10 en 11, bescherming geniet, draagt een aan den linkerarm vastgehechten band met het roode kruis op wit veld, verstrekt en gestempeld door de bevoegde militaire overheid, terwijl aan de personen die aan den geneeskundigen dienst der legers zijn verbonden zonder dat zij de militaire uniform dragen, daarenboven een identiteitsbewijs verstrekt.

Artikel 21. De onderscheidingsvlag van het Tractaat kan slechts geschesen worden op de geneeskundige formaties en inrichtingen die krachtens hetzelfde worden beschermd, en met toestemming der militaire overheid. Naast haar zal geschesen moeten worden de nationale vlag van den oorlogvoerende waartoe de formatie of de inrichting behoort.

Evenwel mogen de geneeskundige formaties, die in de macht van den vijand zijn gevallen, zoolang zij zich in dien toestand bevinden, geen andere vlag hijschen als die van het Roode Kruis.

Artikel 22. De geneeskundige formaties der onzijdige landen, die op de voorwaarden in artikel 11 bedoeld, zijn toegelaten om hare diensten te verleenen, moeten, met de vlag van het Tractaat, de nationale vlag van den oorlogvoerende hijschen bij wien zij zijn ingedeeld.

De bepalingen van het tweede lid van het vorig artikel zijn op haar toepasselijk.

Artikel 23. Het emblema van het roode kruis op wit veld en de woorden: „Roode Kruis” of „Kruis van Genève”, kunnen zoowel in tijd van vrede als in tijd van oorlog, slechts gebruikt worden ter bescherming of ter onderkenning der geneeskundige formaties en inrichtingen en van het personeel en materieel welke onder de bescherming staan van dit Tractaat.

HOOFDSTUK VII.

Van de toepassing en de uitvoering van het Tractaat.

Artikel 24. De bepalingen van dit Tractaat zijn slechts verbindend voor de contracteerende Mogendheden, in geval van oorlog tusschen twee of meer van haar. Die bepalingen houden op verbindend te zijn op het oogenblik dat eene Mogendheid die het Tractaat niet geteekend heeft, een der oorlogvoerenden is.

Artikel 25. De opperbevelhebbers der oorlogvoerende legers moeten de bijzonderheden betreffende de uitvoering

der voorgaande artikelen, evenals de niet voorziene gevallen, regelen volgens de voorschriften hunner respectieve Regeeringen en overeenkomstig de algemeene beginselen van dit Tractaat.

Artikel 26. De Regeeringen die geteekend hebben, treffen de noodige maatregelen om hare troepen, en in het bijzonder het beschermde personeel, met de bepalingen van dit Tractaat bekend te maken en ze onder de aandacht van de bevolking te brengen.

HOOFDSTUK VIII.

Van het tegengaan van misbruiken en inbreuken.

Artikel 27. De Regeeringen die geteekend hebben en welke wetgeving thans nog niet voldoende is, verbinden zich de noodige maatregelen te nemen, of aan hare wetgevende lichamen voor te stellen, ten einde te allen tijde te verhinderen het gebruik maken door particulieren of door niet krachtens dit Tractaat daartoe gerechtigde vereenigingen van het emblema of den naam van „Roode Kruis” of „Kruis van Genève” in het bijzonder voor handelsdoeleinden door middel van fabrieks- en handelsmerken.

Het verbod, om het emblema of den naam waarvan hier sprake is, te gebruiken, is van kracht van het tijdstip af door elke wetgeving aangegeven, en uiterlijk 5 jaar na het in werking treden van dit Tractaat. Dadelijk na dit in werking treden zal het niet meer geoorloofd zijn een fabrieks- of handelsmerk in strijd met het verbod aan te nemen.

Artikel 28. De Regeeringen die geteekend hebben verbinden zich eveneens om, in geval van onvoldoendheid van hare militaire strafwetten, de noodige maatregelen te

nemer of aan hare wetgevende lichamen voor te stellen, om in tijd van oorlog de individueele daden van plundering en slechte behandeling van gewonden en zieken, tot de legers behorende, tegen te gaan, alsook om als ongeoorloofd gebruik van militaire waardigheidsteekenen te straffen het misbruik maken van de vlag en den armband van het Roode Kruis door militairen of particulieren, niet beschermd door dit Tractaat.

Zij deelen elkander, door tusschenkomst van den Zwitserschen Bondsraad, de bepalingen tegen deze feiten mede, uiterlijk binnen 5 jaar na de bekrachtiging van dit Tractaat,

Algemeene bepalingen.

Artikel 29. Dit Tractaat zal zoo spoedig mogelijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen te Bern worden nedergelegd.

Van de nederlegging van elke akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een voor eensluidend verklaarde afdruk langs diplomatieken weg aan alle contracteerende Mogendheden zal worden toegezonden.

Artikel 30. Dit Tractaat zal voor elke Mogendheid in werking treden zes maanden na den datum van het nederleggen harer akte van bekrachtiging.

Art. 31. Dit Tractaat zal, zoodra het behoorlijk bekrachtigd is, het Tractaat van den 22sten Augustus 1864 nopens de betrekkingen tusschen de contracteerende Staten vervangen.

Het Tractaat van 1864 blijft van kracht ten aanzien der betrekkingen tusschen de Partijen die het geteekend hebben en die niet eveneens dit Tractaat bekrachtigen.

Artikel 32. Dit Tractaat zal tot den 31sten December van dit jaar geteekend kunnen worden door de Mogendheden, vertegenwoordigd op de Conferentie die den 11den Juni 1909 te Genève is geopend, zoomede door de Mogendheden die niet op die Conferentie vertegenwoordigd waren, maar het Tractaat van 1864 onderteekend hebben.

De hiervoren bedoelde Mogendheden welke dit Tractaat den 31sten December 1906 niet geteekend hebben, zullen vrij blijven later tot het Tractaat toe te treden. Zij zullen hare toetreding moeten mededeelen door middel van eene schriftelijke kennisgeving, gericht tot den Zwitserschen Bondsraad, en door dezen aan alle contracteerende Mogendheden medegedeeld.

De andere Mogendheden kunnen in denzelfden vorm vragen om te mogen toetreden, maar hun verzoek zal slechts gevolg hebben, indien binnen een tijdsverloop van één jaar te rekenen van de kennisgeving aan den Bondraad, door geen der contracteerende Mogendheden daartegen bij hem verzet is gedaan.

Art. 33. Elke der contracteerende Partijen zal de bevoegdheid hebben dit Tractaat op te zeggen. Deze opzegging zal eerst gevolg hebben één jaar na de schriftelijke kennisgeving aan den Zwitserschen Bondsraad; deze zal haar onmiddellijk mededeelen aan alle andere contracteerende Partijen.

Deze opzegging zal slechts gelden ten aanzien der Mogendheid die daarvan kennis heeft gegeven.

Ten blijke waarvan de gevolmachtigden dit Tractaat hebben onderteekend en met hunne zegels voorzien.

Gedaan te Genève, den zesden Juli negentienhonderd

en zes, in enkelvoudig exemplaar, dat in de archieven van het Zwitsersche Eedgenootschap bewaard zal blijven en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afschriften langs diplomatieken weg aan de contracteerende Mogendheden zullen worden uitgereikt.

Voor Duitschland:

- (L. S.) v. BÜLOW.
 (L. S.) FREIHEIT VON MANTEUFFEL.
 (L. S.) VILLARET.
 ZORN.

Voor de Argentijnsche Republiek:

- (L. S.) ENRIQUE B. MORENO.
 (L. S.) FRANCO. MOLINA SALAS.

Voor Oostenrijk-Hongarije:

- (L. S.) FREIHEIT VON HEIDLER.

Voor België:

- (L. S.) GRAAF J. DE T'SERCLAES.

Voor Bulgarije:

- (L. S.) DR. ROUSSEFF.
 (L. S.) KAPITEIN SIRMANOFF.

Voor Chili:

- (L. S.) AGUSTIN EDWARDS.

Voor China:

- (L. S.) LOUTSENGTSIANG.

Voor den Congo:

- (L. S.) GRAAF J. DE T'SERCLAES.

Voor Corea:

- (L. S.) KATO TSUNETADA.

Voor Denemarken:

- (L. S.) H. LAUB.

Voor Spanje:

- (L. S.) GRAAF SILVERIO DE BAGUER.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika:

WM. CARY SANGER.

- (L. S.) C. S. SPERRY.
 (L. S.) GEO. B. DAVIS.
 (L. S.) R. M. O'REILLY.

Voor de Vereenigde Staten van Brazilië:

- (L. S.) C. LEMGRUBER-KROPP.

Lolonel ROBERTO TROMPOWSKI LEITAO D'ALMEIDA.

Voor de Vereenigde Staten van Mexico:

- (L. S.) JOSÉ M. PEREZ.

Voor Frankrijk:

- (L. S.) RÉVOIL.
 (L. S.) L. RENAULT.
 (L. S.) S. OLIVIER.
 (L. S.) E. PAUZAT.

Voor Groot-Britannië en Ierland:

- | | |
|-------------------------------|--|
| (L. S.) JOHN C. ARDAGH. | } (Onder voorbehoud
der
artikelen 23, 27, 28.) |
| (L. S.) T. E. HOLLAND. | |
| (L. S.) JOHN FURLEY. | |
| (L. S.) WM. GRANT MACPHERSON. | |

Voor Griekenland:

MICAEL KEBEDGY.

Voor Guatemala:

- (L. S.) MANUEL ARROYO.
 (L. S.) H. WISWALD.

Voor Honduras:

OSCAR HEPFL.

*Voor Italië:**(L. S.) MAURIGI.**(L. S.) RANDONE.**Voor Japan:**(L. S.) KATO TSUNETADA.**Voor Luxemburg:**(L. S.) Graaf J. DE T'SERCLAES.**Voor Montenegro:**(L. S.) E. ODIER.*

Kolonel MÜRSET.

Voor Noorwegen:

HANS DAAE.

*Voor Nederland:**(L. S.) DEN BEER POORTUGAEL.**(L. S.) QUANJER.**Voor Peru:**(L. S.) GUSTAVO DE LA FUENTE.**Voor Perzië:**onder voorbehoud van artikel 18.**(L. S.) MONTAZ-OS-SALTANEH M. SAMAD KHAN.**Voor Portugal:**(L. S.) ALBERTO D'OLIVEIRA.**(L. S.) JOSÉ NICOLAU RAPOSO-BOTELHO.**Voor Rumenië:**L. S. DR. SACHE STEPHANESCO.**Voor Rusland:**(L. S.) MARTENS.**Voor Servië:**(L. S.) MILLAN ST. MARKOVITCH.**(L. S.) DR. ROMAN SONDERMAYKER.**Voor Siam:**(L. S.) CHAROON.**(L. S.) CORRAGIONI D'ORELLI.**Voor Zweden:**(L. S.) OLOF SÖRENSEN.**Voor Zwitserland:**(L. S.) E. ODIER.*

Kolonel MÜRSET.

*Voor Uruguay:**(L. S.) A. HEROSA.*

Toestand op 1 Februari 1909.

- A. Staten, voor welke het verdrag van 6 Juli 1906 verbindend is:
- Amerika (V. S. van), België, Brazilië, Columbia, Congo, Denemarken, Duitschland, Groot-Britannië, Italië, Japan, Luxemburg, Mexico, Nederland, Nicaragua, Oostenrijk-Hongarije, Rusland, Siam, Spanje, Turkije, Venezuela, Zwitserland.
- B. Staten, voor welke het verdrag van 22 Augustus 1864 verbindend is:
- Argentinië, Bolivia, Bulgarije, Chili, China, Corea, Cuba, Dominikaansche Republiek, Ecuador, Frankrijk, Griekenland, Guatemala, Haïti, Honduras, Montenegro, Noorwegen, Panama, Paraguay. Peru, Perzië, Portugal, Rumenië, Salvador, Servië, Uruguay, Zweden.